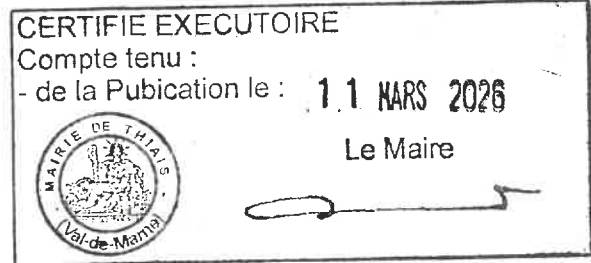




2026/065



REGLEMENTATION STATIONNEMENT

Arrêté portant réglementation provisoire de stationnement
rue d'Italie

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-6,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.411-1, R.417-10 et R.413-1,
- Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- Vu l'arrêté 2003/015 du 24 janvier 2003 portant interdiction de stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes ainsi que des remorques sur l'ensemble des voies de la Commune,
- Vu le permis de construire 094 073 21 C1033 du 6 juillet 2022,
- Vu la demande de la société LIBERTE TP, mandatée par Bouygues Immobilier, pour réaliser des travaux d'extension du réseau télécom et la création d'une chambre L3T sur le trottoir rue d'Italie, dans le cadre du chantier de construction de la résidence « Art'Mony », du 23 mars au 10 avril 2026,
- Considérant la nécessité de réglementer le stationnement.

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 23 mars 2026 et jusqu'au 10 avril 2026, le stationnement sauvage sur le trottoir au droit des travaux rue d'Italie, sera strictement interdit et considéré comme gênant. Les véhicules en infraction seront retirés de la voie publique.

ARTICLE 2 : Le passage des piétons sera maintenu et sécurisé en toute circonstance et si besoin, renvoyé sur le trottoir opposé des travaux avec la mise en place de la signalisation appropriée et des passages piétons existants. En dehors des périodes d'intervention, le trottoir sera restitué aux piétons, avec la mise en place de pont piéton ou remise à zéro avant la réfection définitive. En définitif, le trottoir sera repris sur la pleine largeur.

ARTICLE 3 : Les lieux devront être restitués en bon état. Toutes dégradations et/ou retrait de mobilier urbain seront à la charge de la société chargée des travaux.

ARTICLE 4 : Les dispositifs de signalisation, pré-signalisation et balisage seront mis en place dans les délais appropriés et maintenus par les soins de la société chargée des travaux, sous le contrôle des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 : Copie du présent arrêté sera affichée pendant toute la durée des travaux. L'affichage sur le mobilier urbain, équipements de signalisation de l'espace public et sur les arbres est proscrit et interdit sur l'ensemble du territoire communal et sera considéré comme affichage sauvage passible de la verbalisation en vigueur.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément à la loi.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services
- Le Directeur des Services Techniques Municipaux
- Commissariat de Police de Thiais
- Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris
- Police Municipale
- Bouygues Immobilier
- Société LIBERTE TP

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le 11 MARS 2026

LE MAIRE,
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



Richard DELL'AGNOLA

Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels. Le tribunal administratif compétent peut également être saisi via l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr